

Communiqué final de l'atelier sur le renforcement des capacités des coordinations nationales de la COMIFAC

Du lundi 21 au mardi 22 novembre 2011 s'est tenu à Douala l'atelier sur le renforcement des capacités des coordinations nationales de la COMIFAC.

Lors de la séance d'ouverture, un mot liminaire d'accueil a été prononcé par M. Masuhiro Otsuka, conseiller technique de la coopération japonaise au nom des partenaires.

Le secrétaire exécutif de la COMIFAC, M. Raymond Mbitikon, a prononcé le discours d'ouverture en insistant sur l'importance de cet atelier pour la COMIFAC car les coordinations nationales sont la cheville ouvrière de tout le système à l'échelle sous-régionale et l'interface permanente entre le secrétariat exécutif et les ministères nationaux en charge des forêts, membres de la COMIFAC.

Après la photo de famille, M. Arthur Tomasian, conseiller technique auprès du SE COMIFAC, a présenté la synthèse des résultats de l'étude conduite auprès des différentes coordinations nationales pour évaluer les acquis et les contraintes de chacune d'entre elles. La situation générale met en évidence de nombreuses faiblesses qu'il convient de prendre en compte pour préparer le plan d'actions prioritaires de renforcement des capacités.

En formant deux groupes de travail, les participants ont discuté de manière approfondie sur les actions devant être conduites pour changer la situation présente et aboutir à des coordinations nationales performantes dans chaque pays membre de la COMIFAC.

La séance plénière de restitution a été l'occasion de mettre en évidence à la fois les convergences de vue mais aussi les divergences. Sur les propositions contradictoires, de nouvelles discussions en plénière ont permis de clarifier notamment la question du mode de financement des PTA nationaux et des coordinations.

En faisant la synthèse des propositions des deux groupes, le plan d'actions prioritaires a pu prendre corps et refléter ainsi les réflexions communes pour pouvoir être adopté par l'assemblée.

Sur la base du format de PTA utilisé par le secrétariat exécutif pour son plan d'actions biennal, chaque pays a préparé ensuite un projet de PTA 2012 devant servir de référence pour le travail de la prochaine année. Ce projet de PTA doit encore être travaillé lors de la session de formation en suivi-évaluation des 23 et 24 novembre pour être complété, notamment sur les aspects de gestion axée sur les résultats.

De manière plus générale, les recommandations suivantes ont été émises lors de l'atelier :

- chaque pays doit se doter d'une structure de coordination COMIFAC au niveau national avec une petite équipe d'au moins 3 personnes (variable par pays) dont le CNC et 2 assistants (forêt, environnement et faune) ;
- Le CNC et son équipe travaillent sur la base de la lettre de mission adoptée par le Conseil des Ministres de la COMIFAC à Malabo en 2006;
- La coordination nationale est installée au sein du ministère en charge des forêts et équipée pour être fonctionnelle et opérationnelle ;
- La coordination nationale établit un plan de travail annuel qui est validé au niveau sous-régional par le Conseil des Ministres et pris en compte dans le budget annuel du

ministère en charge des forêts. Le financement du PTA peut intégrer la contribution des partenaires ;

- La coordination nationale doit chaque début d'année préparer le projet de PTA de l'année suivante, avec donc pratiquement un an d'anticipation afin de permettre de suivre le processus normal d'inscription dans la loi de finance nationale ;
- La constitution de l'équipe de la coordination nationale prend en compte le genre ;
- La coordination nationale rend compte périodiquement de ses activités auprès du secrétariat exécutif de la COMIFAC par le biais de rapports et autres supports de communication techniques et administratifs.

Fait à Douala, le 22 novembre 2012.

Les participants